

CONCOURS DE GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE 2004

Epreuve de RAPPORT

Rédaction d'un rapport établi à partir d'un dossier relatif à un événement survenu dans un lieu public.

Durée : 1 h 30
Coefficient : 3

Important

Vous ne devez porter sur votre copie aucun signe distinctif (nom, prénom, n° de convocation, signature...) sous peine de non correction du devoir. Vous devez utiliser les noms désignés sur le sujet.

Ce sujet comporte 5 feuilles.

I - SUJET

Vous êtes l'agent de police municipale Eric LEROUGE, en fonction à la Ville de Verney (98330).

Ce jour, le 24 avril 2004 à 14 h 30, en patrouille de surveillance pédestre, accompagné de l'agent de police municipale LEGRIS Damien, vous vous trouvez rue des Mouettes, à hauteur du n° 28.

Vous constatez la présence sur le trottoir d'un échafaudage. Des ouvriers repeignent les volets de l'immeuble et les piétons sont obligés de marcher sur la voie de circulation.

Vous intervenez.

Après votre intervention, vous rentrez au poste et rédigez un rapport d'information destiné à rendre compte à Monsieur le Maire (sous couvert de votre chef de service), de votre action et des différentes mesures prises.

Identité du propriétaire des lieux

Mr LEJAUNE Hervé
Né le 3 avril 1950 à Verney
Domicilié 28 rue des Mouettes
98330 VERNEY

Identité des ouvriers

Mr LENOIR Maurice
Né le 7 décembre 1960 à Verney
SARL POTOUFAIR
5 rue du Progrès
98330 VERNEY

Mr LEVERT Guillaume
Né le 8 septembre 1958 à Verney
(même adresse)

II - PIECES ANNEXES

Document n° 1 : - Arrêté municipal n° 328/04

Document n° 2 : - Article L2212-5 du Code général des collectivités territoriales

- Article R 644-2 du Code pénal
- Articles 21 et 21-2 du Code de procédure pénale
- Article 78-6 du Code de procédure pénale
- Article D.15 du Code de procédure pénale

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 328/04

Le Maire de la Ville de Verney,

Vu l'article L2213-1 du Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code pénal, notamment l'article 610-5,
Vu le Code de la route,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le règlement de voirie et les dispositions relatives aux conditions d'occupation et d'exécution des travaux sur le domaine public,
Vu la demande de l'entreprise de travaux POTOUFAIR, sise 5 rue du Progrès à Verney, en date du 31 mars 2004,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'entreprise POTOUFAIR, sise 5 rue du Progrès à Verney, est autorisée à installer un échafaudage au droit du 28 rue des Mouettes du 19 avril 2004 au 23 avril 2004.

Article 2 :

L'entreprise devra procéder à la mise en place d'une signalisation réglementaire afin de garantir la sécurité des piétons.

Article 3 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services, les services de la Police Nationale et Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Verney, le 10 avril 2004.

Le Maire

Document n°2

**CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
(Partie Législative)**

Article L2212-5

Sans préjudice de la compétence générale de la police nationale et de la gendarmerie nationale, les agents de police municipale exécutent, dans la limite de leurs attributions et sous son autorité, les tâches relevant de la compétence du maire que celui-ci leur confie en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ils sont chargés d'assurer l'exécution des arrêtés de police du maire et de constater par procès-verbaux les contraventions auxdits arrêtés. Sans préjudice des compétences qui leur sont dévolues par des lois spéciales, ils constatent également par procès-verbaux les contraventions aux dispositions du code de la route dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Ils peuvent également constater par rapport le délit prévu par l'article L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation.

Ils exercent leurs fonctions sur le territoire communal, dans les conditions prévues au 2° de l'article 21 du code de procédure pénale.

A la demande des maires de plusieurs communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, celui-ci peut recruter, après délibération de deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, un ou plusieurs agents de police municipale, en vue de les mettre à disposition de l'ensemble de ces communes. Leur nomination en qualité de fonctionnaires stagiaires ne fait pas obstacle à leur mise à disposition.

Les agents de police municipale ainsi recrutés exercent les compétences mentionnées ci-dessus, sans préjudice des compétences de police judiciaire qui leur sont dévolues par le code de procédure pénale et par les lois pénales spéciales. Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, ils sont placés sous l'autorité du maire de cette commune.

**CODE PENAL
(Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'Etat)**

Article R644-2

Le fait d'embarrasser la voie publique en y déposant ou y laissant sans nécessité des matériaux ou objets quelconques qui entravent ou diminuent la liberté ou la sûreté de passage est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe.

Les personnes coupables de la contravention prévue au présent article encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.

**CODE DE PROCEDURE PENALE
(Partie Législative)**

Article 21

Sont agents de police judiciaire adjoints :

1° Les fonctionnaires des services actifs de police nationale ne remplissant pas les conditions prévues par l'article 20;

1° bis Les volontaires servant en qualité de militaire dans la gendarmerie ;

1° ter Les adjoints de sécurité mentionnés à l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

1° quater Les agents de surveillance de Paris ;

2° Les agents de police municipale.

Ils ont pour mission :

De seconder, dans l'exercice de leurs fonctions, les officiers de police judiciaire ;

De rendre compte à leurs chefs hiérarchiques de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance ;

De constater, en se conformant aux ordres de leurs chefs, les infractions à la loi pénale et de recueillir tous les renseignements en vue de découvrir les auteurs de ces infractions, le tout dans le cadre et dans les formes prévues par les lois organiques ou spéciales qui leur sont propres ;

De constater par procès-verbal les contraventions aux dispositions du code de la route dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Lorsqu'ils constatent une infraction par procès-verbal, les agents de police judiciaire adjoints peuvent recueillir les éventuelles observations du contrevenant.

Article 21-2

Sans préjudice de l'obligation de rendre compte au maire qu'ils tiennent de l'article 21, les agents de police municipale rendent compte immédiatement à tout officier de police judiciaire de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance. Ils adressent sans délai leurs rapports et procès-verbaux simultanément au maire et, par l'intermédiaire des officiers de police judiciaire mentionnés à l'alinéa précédent, au procureur de la République.

Article 78-6

Les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1° bis, 1° ter, 1° quater et 2° de l'article 21 sont habilités à relever l'identité des contrevenants pour dresser les procès-verbaux concernant des contraventions aux arrêtés de police du maire, des contraventions au code de la route que la loi et les règlements les autorisent à verbaliser ou des contraventions qu'ils peuvent constater en vertu d'une disposition législative expresse.

Si le contrevenant refuse ou se trouve dans l'impossibilité de justifier de son identité, l'agent de police judiciaire adjoint mentionné au premier alinéa en rend compte immédiatement à tout officier de police judiciaire de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent, qui peut alors lui ordonner sans délai de lui présenter sur-le-champ le contrevenant. A défaut de cet ordre, l'agent de police judiciaire adjoint mentionné au premier alinéa ne peut retenir le contrevenant. Lorsque l'officier de police judiciaire décide de procéder à une vérification d'identité, dans les conditions prévues à l'article 78-3, le délai prévu au troisième alinéa de cet article court à compter du relevé d'identité.

Article D15

Les agents de police judiciaire énumérés à l'article 21 rendent compte de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance sous forme de rapports adressés à leurs chefs hiérarchiques. Ces derniers, qui ont la qualité d'officiers de police judiciaire, informent sans délai le procureur de la République en lui transmettant notamment les rapports de ces agents de police judiciaire, en application de l'article 19.